



Groupe de l'alliance progressiste des
Socialistes & Démocrates
au Parlement européen

d'activités **rapport**

Décembre 2009 -
Septembre 2012

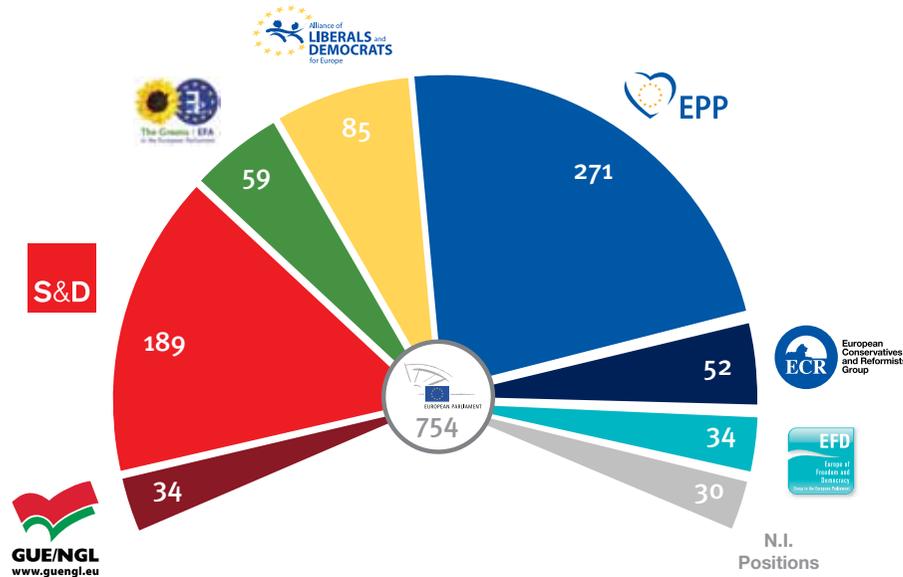
CONGRESS DU PES 28/29 Septembre 2012

Ce rapport d'activités du Groupe complète un premier bilan soumis au Congrès de Prague du PSE en décembre 2009. Le précédent rapport portait sur courte période, se concentrant sur les activités et développements depuis les élections européennes de juin 2009¹. Il est maintenant temps de faire le point sur les activités du Groupe, ses réalisations et ses attentes sur une période plus longue et plus significative de la législature actuelle.

¹ En ce qui concerne les activités du Groupe PSE durant la dernière législature voir http://www.socialistsanddemocrats.eu/gpes/media3/documents/4019_EN_pse_group_achievements_2004_to_2009_en_090514.pdf "A proud record of achievement - Socialists at work in the European Parliament of 2004-2009".

**L'Alliance Progressiste
des Socialistes et Démocrates
au Parlement Européen**

L'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement Européen



La composition du Parlement Européen est la suivante (au 11 juillet 2012)

La législature 2009 - 2014 a débuté avec l'établissement du nouveau Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement Européen, regroupant l'ensemble des forces représentées au sein de l'ancien Groupe du PSE ainsi que les Députés européens du "Partito Democratico" italien. Le Groupe était présidé par Martin Schulz jusqu'à son élection comme Président du Parlement Européen en janvier 2012. Le Groupe a alors élu son nouveau Président en la personne de Hannes Swoboda.

Le résultat des élections de 2009 fut en deçà de nos espoirs, avec 184 sièges sur 736 au lieu des 217 sièges sur 785 de la précédente législature. Le Groupe S&D représentait exactement 25% des sièges du Parlement, soit 2,6% de moins que lors de la précédente législature. Le Groupe S&D est aussi européen que possible. Il est le seul à compter des élus issus des 27 Etats Membres ainsi que des observateurs de Croatie.

En juillet 2012, le Groupe compte 189 Députés² auxquels s'ajoutent 7 observateurs croates.

² Notamment suite à l'arrivée de 18 nouveaux Députés européens tels que prévus par le Traité de Lisbonne

“ Cependant, il était de toute évidence devenu difficile d'établir des majorités progressistes dans ce nouveau Parlement européen davantage à droite. ”

En 2009, le PPE avait réussi à conserver sa première position au sein du PE, en dépit de la défection des conservateurs britanniques et tchèques, tandis que deux Groupes se créaient à la droite et l'extrême-droite: le Groupe des Conservateurs et Réformistes européens, composé principalement de forces eurosceptiques du Royaume-Uni, de Pologne et de la République Tchèque, et le Groupe Europe libertés démocratie, un conglomérat de Députés anti-européens, xénophobes et d'extrême-droite.

Avec ce virage à droite de l'Assemblée, le Groupe S&D doit relever le grand défi de néanmoins maintenir son rôle décisif au sein du Parlement européen, dont les pouvoirs ont été considérablement élargis depuis décembre 2009 avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. Sous la précédente législature, en tant que deuxième formation politique, le Groupe PSE avait dirigé la manœuvre en construisant des majorités progressistes. Ces majorités se fondaient sur un haut niveau de consensus à l'intérieur du Groupe PSE. Dans un certain nombre de cas liés à des domaines politiques clés, le groupe a pu s'allier avec celui des Verts et de la GUE et s'est appuyé sur les divisions internes au sein des Groupes libéral et/ou du PPE. Traditionnellement, pour les

questions économiques et sociales, un groupe de députés PPE plus centristes peut dans certaines circonstances se ranger à nos côtés. Lorsqu'on en vient aux valeurs progressistes, aux questions éthiques et à la non-discrimination, le Groupe libéral se révèle un partenaire potentiel. Cependant, il était de toute évidence devenu difficile d'établir des majorités progressistes dans ce nouveau Parlement européen davantage à droite.

Dans un tel contexte, notre Groupe doit être aussi uni que possible. Définir une ligne commune sur des questions politiques là où nos points de vue peuvent diverger est notre objectif permanent. Nous savons d'expérience que la construction d'une vision politique commune et progressiste au sein de notre Groupe est la clé du succès. C'est là une différence majeure avec le PPE, un Groupe se comportant pour l'essentiel comme un conglomérat de forces politiques allant d'une "vieille garde" d'authentiques centristes et chrétiens démocrates jusqu'à des partis plus radicaux, se positionnant aux confins de l'extrême droite. En réalité, il apparaît trop souvent que la seule raison d'être de ce Groupe est de contrebalancer par sa force numérique l'influence des socialistes et des autres forces progressistes en Europe.

Le Groupe S&D continuera son combat pour bâtir des majorités progressistes au Parlement européen, tout d'abord en unifiant la gauche et en s'efforçant ensuite d'empêcher la droite d'établir une majorité contre nous.

S'agissant de l'organisation interne de notre institution, la constitution du Parlement européen en 2009 a démontré qu'un nombre réduit de Députés S&D n'implique pas nécessairement une perte de notre influence. A l'occasion de la révision de mi-législature du Parlement européen en janvier 2012, une conjonction de bonnes candidatures et de négociations talentueuses nous a permis à nouveau d'obtenir des postes clés, tant au niveau des instances dirigeantes de l'institution que des commissions parlementaires. Tout d'abord, le Président du Groupe S&D Martin Schulz a été élu Président du Parlement européen avec une confortable majorité de 387 voix sur un total de 670. En outre le Groupe S&D a obtenu les trois premières vice-présidences (Giovanni Pitella, Miguel Angel Martinez Martinez et Anni Podimata) ainsi que deux postes de Questeurs (Boguslaw Liberadzki et Lidia Geringer De Oedenberg).

En conséquence, le Groupe est fortement présent dans les politiques internes du PE en ce qui concerne le budget, l'information, la communication et les relations avec les citoyens, de même que pour les conciliations législatives et les relations du PE avec les Parlements nationaux, les pays candidats, la région méditerranéenne, l'Amérique latine, les Nations-Unies, le Conseil de l'Europe et d'autres institutions internationales.

De même, s'agissant des Présidences de commissions parlementaires, le Groupe S&D a connu le succès lors de la session constitutive de mi-législature. Bien que le nombre de présidences soit limité (6 sur 21, en application du système D'Hondt), les postes clés suivants ont été obtenus:

- **Pervenche Berés** - Commission de l'Emploi et des Affaires Sociales
- **Paolo De Castro** - Commission de l'Agriculture et du Développement Rural
- **Matthias Groote** - Commission de l'Environnement, de la Santé Publique et de la Sécurité Alimentaire
- **Juan Fernando López Aguilar** - Commission des Libertés civiles, de la Justice et des Affaires Intérieures
- **Vital Moreira** - Commission du Commerce International
- **Brian Simpson** - Commission du Transport et du Tourisme

Sur le plan de l'organisation interne, en septembre 2012, le Bureau du Groupe S&D est constitué des membres suivants avec les responsabilités suivantes:

- **Hannes Swoboda**, Président du Groupe
- **Enrique Guerrero Salom**, Secrétaire Parlementaire
- **Bernhard Rapkay**, Communication, relations interinstitutionnelles
- **Veronique de Keyser**, Affaires Etrangères y compris la politique méridionale, le printemps arabe et le Moyen Orient
- **Libor Rouček**, Affaires Etrangères y compris les relations transatlantiques, la politique orientale, la Russie et les Balkans
- **Patrizia Toia**, Budget et politique de cohésion
- **Corina Crețu**, Egalité des genres et questions femmes
- **Stephen Hughes**, Modèle Economique et Social
- **Marita Ulvskog**, Développement Durable et Compétitivité
- **Sylvie Guillaume**, Europe des citoyens et jeunesse
- **Edit Herczog**, Trésorière

RENVERSER LA TENDANCE

**La nécessité de stratégies globales
socialistes et sociales démocrates**

“ Nous devrions tous nous rappeler que l'UE et ses institutions constituent un instrument majeur à disposition des socialistes, sociaux démocrates et progressistes, afin de mettre en place les politiques et changements que nous défendons. ”

Le besoin d'établir des stratégies globales socialistes et sociales démocrates n'a jamais été aussi grand, à un moment où nous sommes toujours dans une position minoritaire. Au Parlement Européen, le Groupe S&D a numériquement cédé du terrain. Il existe au Conseil une nette majorité conservatrice, mais des élections récentes dans plusieurs Etats membres ont conduit à des changements gouvernementaux en faveur des forces progressistes, et nous plaçons beaucoup d'espoirs en un renforcement de cette tendance positive dans un futur proche. La situation est plus difficile au sein de la Commission, avec seulement 6 des 27 commissaires provenant de notre famille politique. Cette institution n'est ainsi pas représentative des équilibres politiques globaux dans l'UE.

Dans ce contexte, le PSE et le Groupe S&D n'ont d'autre choix que d'investir plus que jamais dans des liens plus forts entre membres socialistes et sociaux démocrates des trois institutions et des Parlements nationaux. Notre famille politique se doit de tirer les leçons du passé, lorsque des divisions internes nous ont amenés à des situations difficiles, telles que lors de la réélection de José Manuel Barroso à la présidence de la Commission européenne.

Le Groupe S&D tient à réitérer son engagement, déjà exprimé dans notre rapport au Congrès de Prague, à travailler étroitement avec le PSE afin de combattre un problème fondamental de notre famille. Au cours de la dernière

décennie, l'UE et ses institutions en général, et la coopération entre socialistes et sociaux démocrates en particulier, n'ont pas toujours retenu l'attention des socialistes, sociaux démocrates et progressistes au niveau national. Nous devrions tous nous rappeler que l'UE et ses institutions constituent un instrument majeur à disposition des socialistes, sociaux démocrates et progressistes, afin de mettre en place les politiques et changements que nous défendons. En outre, l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne a donné au Parlement européen un rôle encore plus important dans le processus de décision communautaire.

Le Groupe s'est félicité de ce que le PSE ait fait du renforcement de notre famille politique un thème majeur de son Congrès de Prague. Pour le moment, le soutien électoral que reçoit une majorité de nos partis demeure trop faible. Les récentes élections en Europe ont toutefois démontré que de plus en plus de citoyens sont déçus et excédés par les politiques conservatrices, dont l'échec en ces temps de crise économique, financière et sociale est évident. Le temps est venu pour nous de démontrer que, unis, nous représentons la vraie alternative à ces politiques, en faveur d'une sortie de crise équitable, basée sur la solidarité, la justice sociale, l'investissement et l'emploi. Le temps est venu de mobiliser les Partis, les parlementaires, les fondations et les militants à tous les niveaux.

“ Le Groupe S&D, pleinement respectueux du rôle des partis nationaux et du PSE, compte bien apporter sa propre contribution au débat. Le Groupe constitue en effet un lieu de rencontre unique et permanent pour les forces socialistes, sociales démocrates et progressistes européennes. ”

Il revient avant tout au PSE d'assurer que le débat sur l'avenir de la sociale démocratie européenne devienne une vraie discussion internationale et non l'addition de délibérations nationales. Le Groupe S&D, pleinement respectueux du rôle des partis nationaux et du PSE, compte bien apporter sa propre contribution au débat. Le Groupe constitue en effet un lieu de rencontre unique et permanent pour les forces socialistes, sociales démocrates et progressistes européennes.

Avec le soutien de nos Députés, le Président du Groupe souhaite contribuer activement au renforcement de la coopération interne au sein de notre famille politique, et a entrepris un tour d'Europe afin de rencontrer les dirigeants et représentants de nos forces politiques.

Nous croyons en l'importance de la consultation de chercheurs et de la société civile afin de stimuler notre réflexion interne. Dans cette perspective, une première série de tables rondes avec des chercheurs, des politiciens et la société civile a eu lieu entre 2009 et 2011 afin de faire le point sur les élections européennes de 2009 et d'en tirer les enseignements. Dans la foulée, le Groupe s'est réuni à Florence le 29 juin dernier afin de lancer une nouvelle initiative sur le futur de l'Union Européenne "La relance européenne - une vision alternative pour le futur", ouvrant la porte à une réflexion en profondeur et à une analyse des valeurs fondatrices de l'Union européenne. L'objectif est d'élargir les perspectives des décideurs et d'encourager un dépassement de la gestion quotidienne de la crise en faveur d'une

vision à long terme et d'une réflexion sur ce dont l'Europe et les européens ont besoin.

Nous sommes fiers de notre coopération quotidienne et de notre dialogue ouvert avec le PSE et d'autres organismes socialistes et sociaux démocrates tels que la FEPS, ECOSY, Le Forum Progressiste Global et d'autres. Cette coopération quotidienne et ce dialogue se traduisent par un grand nombre d'activités organisées conjointement dans le cadre desquelles notre Groupe investit des fonds et ressources humaines importants³.

Nous nous sommes aussi engagés à renforcer nos relations avec les représentants de la société civile afin d'améliorer la coordination, les perspectives futures et la confiance mutuelle, et nous nous concentrons particulièrement sur deux catégories: les syndicats (et notamment la CES) et les ONG d'une part⁴, le Comité Economique et Social et le Comité des Régions d'autre part⁵.

Nous avons décidé d'accentuer encore davantage notre coopération avec les groupes socialistes des Parlements nationaux, dans le contexte de la crise de la dette souveraine européenne et aussi dans la logique du Traité de Lisbonne⁶.

³ La participation financière du S&D à de tels événements co-organisés s'élève à 529 686 Euros pour la période du 1er juillet 2009 au 30 juin 2012, et un montant supplémentaire de 118 825 Euros est engagé pour le reste de l'exercice 2012. Notre participation financière prend le plus souvent la forme de conférences, tables rondes, ateliers, déjeuners ou dîners de travail, production de matériels, stands, délégations et subsides, en conformité avec les Règlements financiers en vigueur en matière d'utilisation des finances de l'UE.

⁴ Un objectif essentiel de notre travail de rapprochement avec la société civile a été d'atteindre les représentants de la société civile au-delà de Bruxelles. L'objectif ultime devrait être de s'assurer que l'information circule auprès des militants syndicaux et représentants de la société civile dans les 27 Etats Membres. Ceci améliorera le profil politique du Groupe tout en créant un effet démultiplicateur. Dans ce cadre notre coopération avec SOLIDAR est d'une importance particulière étant donné son rôle pivot entre les ONG, les syndicats et les institutions de l'UE. Il faut aussi noter l'engagement du Groupe S&D dans l'intergroupe parlementaire syndical, stimulant une consultation constante avec la Confédération Européenne des Syndicats et développant des synergies sur des dossiers législatifs spécifiques de l'UE.

⁵ Le Groupe PSE du Comité des Régions et le Groupe des travailleurs du Comité Economique et Social sont nos partenaires principaux dans un dialogue et une coopération constante sur les questions politiques et législatives. Ainsi nous avons établi une task force conjointe sur la réforme de la politique de cohésion qui a mené à l'adoption d'un manifeste en dix points pour les négociations de la période de programmation 2014 - 2020. Un autre exemple est la coopération avec le groupe des travailleurs du Comité Economique et Social sur la Directive "permis unique".

⁶ Notre Président de Groupe Hannes Swoboda est engagé dans l'organisation de conférences avec ses homologues d'une majorité d'Assemblées nationales au sein de l'UE. A ce jour, le débat s'est concentré sur des questions européennes telles que "un agenda socialiste pour l'Europe", "sorties de crise alternatives: pacte fiscal, croissance et emploi" et "le prochain cadre financier pluriannuel, ressources propres et taxe sur les transactions financières". Le rôle des Parlements, tant nationaux qu'euro-péen, dans le semestre européen, sera un autre thème à traiter dans un futur proche.

Les priorités politiques du Groupe S&D et son action parlementaire

L'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne a eu un impact majeur sur les compétences du Parlement européen et par conséquent sur les instruments à la disposition du Groupe S&D pour la réalisation de ses priorités politiques. A quelques exceptions près, le nouveau Traité place le Parlement européen sur un pied d'égalité avec le Conseil en tant que législateur dans des domaines où cela n'était pas encore le cas, notamment dans l'établissement du budget de l'UE (le PE y bénéficie d'une totale parité), la politique agricole et le domaine de la justice et des affaires intérieures.

Notre alternative sociale et économique



Pour le Groupe S&D, la bataille politique déterminante de la nouvelle législature est le combat contre la crise économique, financière et sociale et pour un nouveau modèle de développement. Il s'agit d'assurer le passage d'une vision étroite et dominée par le marché vers une vision plus large de notre société, d'établir un équilibre différent entre préoccupations économiques, sociales et environnementales; un nouvel équilibre entre forces du marché et réglementation intelligente; et un rôle nouveau et central pour la notion de durabilité.

Nous voulons développer une société plus juste, en combattant avec acharnement les inégalités que la crise économique actuelle a aggravées. C'est bien entendu et par-dessus tout une question d'équité et de justice sociale. Mais nous sommes également convaincus que la construction d'une société inclusive est essentielle au redressement économique et au développement d'une croissance durable.

“ Nous avons exigé une sortie de crise alternative, différente de la stratégie de pure austérité. ”

“ Mais nous sommes également convaincus que la construction d’une société inclusive est essentielle au redressement économique et au développement d’une croissance durable. ”

Depuis le début de cette législature, le Groupe S&D a activement plaidé pour une réponse à la crise équilibrée, intelligente, équitable et courageuse. Dès le début de l’année 2010, nous avons exigé une sortie de crise alternative, différente de la stratégie de pure austérité imposée par la Commission et la majorité de droite du Conseil. Nos propositions clés ont été progressivement reprises par la Commission et le Conseil: taxe sur les transactions financières, consolidations budgétaires différenciées en fonction des capacités de chaque Etat membre, mesures en faveur d’un investissement public renforcé (obligations européennes liées à des projets, BEI), Eurobonds, une régulation financière plus stricte et davantage de légitimité pour la gouvernance économique européenne. Cependant, ces éléments essentiels pour un nouveau programme de croissance et d’emploi ne sont pas intégrés pleinement ni suffisamment vite, laissant la crise s’enraciner et le chômage atteindre des niveaux encore plus élevés. Le combat est loin d’être terminé, et restera une priorité centrale de notre travail pour le reste de la législature.

Nous sommes convaincus que la transition écologique de l’économie européenne va de pair avec une Europe plus équitable et prospère. Un nouveau modèle de développement économique plus soutenable est au cœur de notre combat contre le changement climatique. Il offrira d’incalculables possibilités d’emploi et de création de richesses. Nous comptons bien maintenir cette question en tête de nos priorités, avec le double objectif de créer des emplois de haute qualité et de protéger l’environnement. L’engagement pris dans le Manifeste PSE de créer 10 millions d’emplois verts d’ici à 2020 sera un objectif central, soutenu par des actions en matière d’énergies renouvelables, d’efficacité énergétique en particulier dans les habitations les plus anciennes, de transports durables, tout en promouvant des schémas de requalification et la Recherche et Développement.

Les principaux combats porteront sur la nouvelle stratégie EU 2020; la régulation des marchés financiers; le retour au plein emploi; un travail décent et des droits sociaux plus solides - y compris en matière d’égalité des sexes, une révision de la directive sur les travailleurs détachés et une directive cadre sur les services publics. La crise met le modèle social européen sous une énorme pression. Cependant, nous nous opposons à son démantèlement sous couvert de réformes structurelles anticrise. Il faut tracer une ligne nette entre la modernisation nécessaire de nos systèmes sociaux et marchés du travail d’une part, et la réduction des droits et de la justice sociale d’autre part. Notre Groupe reste profondément engagé en faveur d’une véritable Europe sociale, qui doit être relancée aussi vite que politiquement possible.

Solidarité et cohésion à travers l'Europe

“ Le budget de l'UE reste un des outils financiers les plus puissants au service de la solidarité entre Etats membres et pour le financement de la croissance et de l'emploi. ”

La prochaine bataille sur les perspectives financières de l'UE ne sera pas moins importante, de même que les questions qui y sont liées en matière de dépenses agricoles, de pêche et de politique de cohésion, avec des conséquences à long terme sur la capacité de l'Union à servir les intérêts des citoyens d'Europe. En effet, le budget de l'UE reste un des outils financiers les plus puissants au service de la solidarité entre Etats membres et pour le financement de la croissance et de l'emploi.

Les négociations en cours sur le cadre financier pluriannuel 2014 - 2020 devraient fournir les ressources nécessaires pour répondre aux besoins d'une Union européenne plus ambitieuse, confrontée à des défis majeurs, dont le financement des politiques liées à la stratégie UE 2020. Nous insistons sur une approche des négociations "de la base au sommet", par laquelle les objectifs et principes sont convenus avant de fixer les montants. Nous insistons également sur le besoin d'un système de ressources propres plus transparent, équitable, soutenable, compréhensible et efficace, neutre fiscalement et respectueux des compétences du Traité UE.

Pour le Groupe S&D, la façon dont sont gérés les fonds européens est une priorité. Notre travail dans la rédaction du Règlement financier révisé a mis en valeur le besoin de transparence, de responsabilité, de simplification et de flexibilité dans l'usage des ressources financières. Le Groupe S&D a insisté pour que les Etats membres reconnaissent plus clairement leur responsabilité dans l'administration des fonds de l'UE. Enfin, notre Groupe a soutenu le renforcement des pouvoirs de l'Office européen de lutte anti-fraude.

Nous sommes en faveur d'une réforme en profondeur de la Politique Agricole Commune après 2013, afin de promouvoir la production viable d'aliments, la gestion durable des ressources naturelles, des mesures pour combattre le changement climatique, et un développement territorial équilibré, afin de créer de l'emploi en milieu rural. Une PAC réformée et renforcée devrait être en mesure de faire face à la volatilité des prix des matières premières agricoles, d'augmenter l'accès à la nourriture pour les plus pauvres, et de garantir le rôle de l'Union dans la sécurité alimentaire globale. Il faut donner une légitimité plus claire à l'utilisation des fonds publics pour l'agriculture, en les concentrant sur la compensation des biens publics que les agriculteurs fournissent à la société, tels que la protection de l'environnement.



La réforme de la Politique Commune de la Pêche devrait garantir la durabilité de la pêche européenne et la reconstitution des stocks halieutiques. Il s'agit de mettre un terme à la surpêche en réduisant les surcapacités, d'éliminer graduellement les rejets et la pêche au-delà d'un niveau de rendement maximum soutenable, et de rationaliser la gestion de la pêche afin de permettre un environnement marin et d'eau douce sain.

Le Groupe joue un rôle majeur dans les négociations avec la Commission européenne et le Conseil sur le cadre légal de la future politique de cohésion et tiens à réaffirmer l'importance de la cohésion et de la solidarité régionales. La

position de notre Groupe, telle que définie dans notre document en dix points, rédigé en commun avec les camarades du Comité des Régions, insiste sur des éléments tels qu'une croissance intelligente, l'opposition aux conditionnalités macroéconomiques, la définition d'une catégorie de régions intermédiaires, et le rôle que les régions et autorités locales jouent dans les contrats de partenariat. Notre politique vise aussi à combattre la pauvreté et le chômage, à promouvoir des transports durables, à lier les objectifs climatiques aux défis démographiques et à faire appel à un cadre stratégique commun pour coordonner les politiques de cohésion avec les autres politiques de l'UE.

“ Notre politique vise aussi à combattre la pauvreté et le chômage, à promouvoir des transports durables, à lier les objectifs climatiques aux défis démographiques. ”

Un développement durable au service des citoyens

“ Les préoccupations environnementales et le concept de développement durable gardent toute leur validité, et nous croyons fermement qu'ils devraient être pleinement intégrés dans notre approche globale pour une sortie de crise équitable. ”

Le besoin urgent de contrer la crise actuelle a dans une certaine mesure relégué les préoccupations environnementales et le concept de développement durable à un moindre niveau du débat politique global. Et pourtant ces concepts gardent toute leur validité, et nous croyons fermement qu'ils devraient être pleinement intégrés dans notre approche globale pour une sortie de crise équitable.

Nous avons conclu avec succès les négociations sur une nouvelle directive sur l'efficacité énergétique. Bien qu'éloigné de nos exigences originales, l'accord n'en contribuera pas moins significativement à atteindre l'objectif de 20% d'efficacité énergétique d'ici à 2020.

Une nouvelle législation est en cours d'élaboration afin de soutenir et financer la modernisation des infrastructures européennes désuètes, et afin de mettre en place une infrastructure durable, efficace et moderne, conçue pour rencontrer nos objectifs climatiques et énergétiques.

Nous avons dirigé la manœuvre dans le dossier stratégique "Horizon 2020: programme cadre pour la recherche et l'innovation (2014 - 2020)", un outil fondamental pour l'Europe, afin de surmonter la crise et renouer avec la croissance. Nous avons insisté sur le soutien aux PME et sur le capital humain.

L'intérêt du consommateur est au coeur de nos préoccupations lorsque nous légiférons sur les

coûts de roaming pour les communications téléphoniques, les sms et l'utilisation d'internet. Nous avons lancé une campagne destinée à mettre un terme au concept même de coûts de roaming additionnels, exigeant un marché à l'échelle européenne sans différences entre prix nationaux et prix UE.

Nous jouons un rôle déterminant dans la position du Parlement en matière de soutien aux investissements dans les infrastructures afin de connecter l'Europe via un réseau européen de transport adéquatement financé, multimodal, efficace et durable. Après de longues et difficiles négociations avec le Conseil sur la refonte du premier paquet ferroviaire, nous avons préparé le terrain pour la réalisation d'un vrai réseau ferroviaire européen tout en préservant l'importance des opérations de service public et les conditions sociales et de travail dans le secteur. La mise en place du Ciel Unique Européen a pris du retard, mais nous continuons notre travail afin de garantir l'obtention des bénéfices issus de coûts moindres et d'une consommation réduite de carburant.

Dans le cadre de la protection de l'environnement, notre Groupe s'est montré très actif dans l'adoption de la directive sur la restriction de l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, qui assure que les déchets toxiques sont réduits à un minimum au moment où de tels équipements doivent être mis au rebut. Nous avons également joué un rôle très actif dans le processus législatif



pour la directive sur les déchets d'équipements électriques et électroniques, qui contribue à éviter les dégâts environnementaux tout en conservant les ressources valorisables des équipements électroniques. Dans le cadre du Règlement sur les émissions de CO₂ des véhicules commerciaux légers, nous avons encouragé le développement de technologies vertes, conçues pour stimuler la création d'emplois et donner à nos entreprises un avantage compétitif sur les véhicules moins chers mais plus polluants.

D'autres exemples de notre action environnementale se trouvent dans le nouveau Règlement sur les produits biocides, dans la Directive "Seveso III" sur le contrôle des risques majeurs d'accident impliquant des substances dangereuses et dans le Règlement sur l'exploitation illégale du bois.

Un accès équitable de tous les citoyens de l'Union à des soins de santé sûrs et de grande qualité est à nos yeux essentiel. L'exemple le plus parlant en est notre action dans le cadre de la Directive sur les Droits de patients en matière de soins de santé transfrontaliers, où nous avons réussi à atteindre un bon équilibre entre le droit de rechercher le meilleur traitement et la protection de la viabilité financière des systèmes nationaux de soins de santé. Nous avons également bataillé sur des dossiers législatifs importants, comme les médicaments falsifiés ou la pharmacovigilance, qui visent à renforcer la sécurité des patients par rapport aux médicaments en général. Finalement, nous avons été à la pointe du mouvement avec l'adoption du Règlement sur l'information des consommateurs en matière de denrées alimentaires.

“ L'intérêt du consommateur est au coeur de nos préoccupations lorsque nous légiférons. ”

Notre combat pour une Europe démocratique et la protection des Droits fondamentaux des citoyens

“ Nous poursuivons le travail afin de s’assurer que le Traité de Lisbonne nous mène à une Europe plus démocratique au service du citoyen. ”

Dans le domaine de l’Europe des citoyens, on trouve plusieurs sujets d’importance stratégique pour lesquels le Groupe s’est résolument battu, afin de défendre et promouvoir nos valeurs de dignité humaine, humanité et sécurité des personnes.

Le combat se poursuit afin d’assurer que le système Schengen soit traité comme une question européenne. Nous nous opposons à toute tentative de remettre en question, saper ou renationaliser une partie tellement essentielle de notre projet européen, basé non pas seulement sur un marché intérieur, mais aussi sur le principe même de liberté de circulation.

Notre travail contre l’extrême droite, y compris ses conséquences sur les Roms, met en évidence notre position forte et unie contre l’extrémisme, en attirant l’attention non seulement sur les dangers de l’extrémisme de droite, mais aussi sur son impact sur les politiques et gouvernements de la droite “classique”. Sur l’immigration, l’asile et l’intégration, notre approche, basée sur les pouvoirs accrus du Parlement suite au traité de Lisbonne, vise à la fois à traiter les causes de la migration vers l’UE et des demandes d’asile, et à définir une approche positive en matière de migration légale et d’intégration. Nous voulons promouvoir une politique d’asile durable, basée sur la législation européenne et internationale en matière de Droits de l’Homme et de libertés fondamentales.

Notre Groupe maintiendra la pression pour une approche européenne ambitieuse en matière de non-discrimination, s’assurant que la législation existante est correctement mise en place, appliquée et contrôlée, et que la Directive horizontale n’est ni édulcorée ni enterrée par le Conseil.

Nous poursuivons le travail afin de s’assurer que le Traité de Lisbonne nous mène à une Europe plus démocratique au service du citoyen. Nous avons connu un succès particulier avec l’accord SWIFT, pour lequel le Parlement européen, utilisant pour la première fois ses nouveaux pouvoirs résultant du Traité de Lisbonne, a refusé d’approuver un accord contestable entre l’UE et les Etats-Unis dans le domaine du traitement et du transfert de données personnelles, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la grande criminalité. Ceci a contraint la Commission et les Etats-Unis à négocier un nouvel accord donnant de meilleures garanties démocratiques, même si le résultat final restait controversé en certains aspects.

Nous attachons une grande importance politique à protéger les données personnelles de nos citoyens.

Une autre innovation importante du Traité de Lisbonne concerne l'initiative citoyenne européenne. Elle permet à un million de citoyens de l'UE de demander directement à la Commission européenne qu'elle propose un acte législatif. L'initiative citoyenne renforce ainsi la démocratie directe, la participation publique et l'engagement dans le débat européen. Notre Groupe a fortement soutenu cette initiative dans le cadre des négociations sur le règlement de mise en oeuvre.

Notre Groupe a joué un rôle central dans le rejet par le Parlement, l'accord commercial anti contrefaçon (ACTA). Tout en reconnaissant que les atteintes aux droits de propriété intellectuelle sont en augmentation et que des mesures sont nécessaires à l'échelle internationale, notre Groupe était pleinement conscient des nombreuses et sérieuses préoccupations exprimées par les citoyens vu les zones d'ombre de l'accord, susceptibles de nuire aux libertés civiles.



“ Le Groupe s’est résolument battu, afin de défendre et promouvoir nos valeurs de dignité humaine, humanité et sécurité des personnes. ”

L'Europe dans le monde: renforcer les valeurs universelles de démocratie et de solidarité

Au cours de ces dernières années, le Groupe S&D a développé une politique étrangère et de sécurité cohérente, basée sur les principes de solidarité, de liberté, de justice et d'égalité. Le groupe a maintenu son esprit d'ouverture afin de promouvoir ses valeurs sur une scène internationale évoluant vers de nouveaux équilibres géopolitiques et une interdépendance de plus en plus forte. Le Groupe a constamment défendu le respect du droit international ainsi que celui des Droits de l'Homme et a préconisé un multilatéralisme fondé sur des règles de gouvernance mondiale efficaces. Il a développé une politique étrangère de l'UE plus stratégique, cohérente et intégrée qui utilise pleinement les innovations institutionnelles du Traité de Lisbonne en faveur des citoyens, tant européens que des pays tiers. Il a saisi les nouveaux pouvoirs et instruments que celui-ci confère au Parlement Européen, notamment en matière de politique commerciale.

Le succès de nos initiatives de politique internationale dépend également de relations de travail actives avec les forces progressistes partout dans le monde. Ainsi, à travers l'activité des délégations du Parlement Européen et des quatre Assemblées Parlementaires Paritaires (ACP/UE, EUROLAT, EUROMED et EURONEST), le Groupe a multiplié les contacts avec les parlementaires progressistes du monde entier. Les missions des délégations ont donné l'occasion aux parlementaires du Groupe de prendre également contact avec la société civile et de nombreuses ONG, en coopération étroite avec les Fondations progressistes locales.

On notera particulièrement le cas de l'Amérique latine et d'EUROLAT, dans le cadre desquels les députés européens socialistes et parlementaires des partis progressistes latino-américains ont récemment intensifié leurs contacts et convenu d'approfondir leur collaboration par l'établissement de mécanismes permanents de communication et d'activités communes. Un autre exemple est le Forum Mondial des leaders parlementaires progressistes, que nous nous sommes engagés à développer avec l'aide du Global Progressive Forum.



Le Groupe a accordé une attention particulière aux voisinages oriental et méridional de l'UE, domaines prioritaires où la capacité du Groupe d'imprimer des changements positifs est la plus grande, alors que nous soutenons l'élargissement de l'UE et le processus d'adhésion des pays candidats, en mettant l'accent sur les Balkans occidentaux et la Turquie.

Le Groupe S&D a promu l'adhésion de la Croatie à l'UE, particulièrement en accompagnant notre Parti frère durant le processus de négociations, et en accueillant des observateurs, stagiaires et membres de staff croates. Ceci s'applique également à l'Islande.

Le Groupe continue de jouer un rôle clé dans les politiques méditerranéenne et du Moyen-Orient au sein du Parlement Européen, y compris via le GPF, en particulier dans le contexte du printemps arabe et du conflit israélo-palestinien. Les Députés du S&D ont pris des initiatives parlementaires clés en particulier pour ce qui concerne la Tunisie, la Lybie et la Syrie. Plusieurs conférences et d'autres événements liés au printemps arabe ont été organisés, notamment avec de jeunes représentants du printemps arabe et d'autres pays, ainsi qu'avec l'opposition syrienne. Les Présidents du groupe S&D ont visité Israël et les territoires palestiniens occupés avec pour objectif de renforcer davantage encore nos relations avec les Partis frères et les acteurs de la société civile de même tendance. Une action concrète a été le développement par notre Groupe d'un programme de stagiaires du printemps arabe.

Le Groupe poursuit ses objectifs en faveur d'un réseau progressiste transatlantique. Le Groupe a renforcé et coordonné ses relations transatlantiques, développant l'échange d'informations entre membres et étendant le réseau et les activités à des

domaines où les deux législateurs jouent un rôle essentiel, tels que la régulation financière et la taxe sur les transactions financières, l'économie et le commerce, les libertés civiles et la justice sociale⁷.

Le Groupe S&D et son Président sont des acteurs actifs dans la dynamique des relations UE - Russie de cette dernière décennie, en maintenant un dialogue constant et en tenant des réunions régulières avec les partenaires de "Russie juste" et les représentants parlementaires et gouvernementaux de Moscou.

Au cours de ces dernières années, le Groupe S&D a également développé un dialogue dynamique et substantiel avec la Chine. Notre groupe a été très actif dans l'organisation du Forum des Partis et groupes politiques de haut niveau UE - Chine, une des plus éminentes initiatives parmi bien d'autres.

Comme déjà mentionné, le groupe a poursuivi son travail de dialogue et de coopération avec les pays d'Amérique latine dont la majorité est gouvernée par des forces politiques de centre gauche. Le groupe a cherché à répondre aux nouvelles réalités latino américaines, diverses et très différentes de celles qui prévalaient au début de la législature précédente. Le Groupe est déjà très actif dans la préparation de la prochaine Conférence mondiale du Global Progressive Forum qui se tiendra au Brésil le printemps prochain.

Simultanément, nous nous efforçons toujours plus de créer de nouveaux forums de discussion avec les pays émergents, y compris le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud.

“ Le Groupe a constamment défendu le respect du droit international ainsi que celui des Droits de l'Homme et a préconisé un multilatéralisme fondé sur des règles de gouvernance mondiale efficaces. ”

⁷ Sur PNR et SWIFT le Groupe a joué un rôle majeur en définissant la position du PE et en menant la médiation avec les partenaires US, démontrant son engagement pour une relation équilibrée.



Depuis des années notre groupe a demandé la désignation d'un représentant spécial pour les Droits de l'Homme, travaillant en étroite collaboration avec le Parlement, dans la mesure où il reste beaucoup à faire afin que les Droits de l'Homme soient une constante dans les politiques extérieures de l'UE. Stavros Lambridinis, ancien Député du groupe S&D, a été nommé à ce poste par le Conseil.

Notre groupe a utilisé les nouveaux pouvoirs du PE en matière de relations extérieures et notamment d'accords de commerce international, afin de combattre la discrimination et de promouvoir l'égalité des droits et des chances, avec une attention particulière consacrée aux femmes et aux enfants, et à notre coopération et soutien aux syndicats et organisations de la société civile. Nous avons fermement affirmé nos valeurs fondamentales, et constamment insisté pour l'inclusion dans tous les accords de libre échange, de règles et normes contraignantes en matière sociale, de travail et d'environnement. Comme déjà mentionné dans ce rapport, nous sommes à l'origine du rejet de ACTA par le Parlement, nous assurant que la défense des Droits de propriété intellectuelle et de l'innovation ne se font pas aux dépens des libertés publiques.

La solidarité demeure un concept essentiel pour notre Groupe. Nous nous sommes assuré que les questions de développement conservent un haut

niveau de priorité. L'éradication de la pauvreté, la réalisation des objectifs de développement du millénaire, l'efficacité et la cohérence de la politique d'aide au développement restent nos priorités politiques, dans une approche basée sur les Droits de l'Homme, l'égalité, la justice sociale et la bonne gouvernance. Nous avons soutenu le processus de régionalisation, le multilatéralisme, une meilleure représentation des pays en voie de développement dans les organisations régionales, le rôle des autorités locales et régionales et le dialogue avec la société civile. Nous avons fait pression en faveur de nouvelles formes de coopération comme le Sud-Sud et la coopération triangulaire. Nous avons fait de la relation sur pied d'égalité avec l'Afrique une priorité du Groupe S&D.

Notre Groupe a particulièrement insisté sur la promotion et l'encouragement d'une Politique Commune de Sécurité et de Défense pour l'UE. Nous nous sommes engagés dans un dialogue avec des experts et ONG dans le but de chercher à identifier et traiter les menaces à court et long termes pour les citoyens européens. Le Groupe a soutenu activement le transfert réussi de tâches auparavant dévolues à l'Union de l'Europe Occidentale, vers l'architecture de l'UE dans le cadre de la PCSD, en mettant l'accent sur la mise en œuvre des clauses de défense mutuelle et de solidarité contenues dans le Traité de Lisbonne.

“ Nous avons combattu la discrimination et promu l'égalité des Droits et des chances, avec une attention particulière consacrée aux femmes et aux enfants, et à notre coopération et soutien aux syndicats et organisations de la société civile. ”



Hannes Swoboda
Président du Groupe S&D

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the end.

Bruxelles, le 12 septembre 2012



Anna Colombo
Secrétaire Général du Groupe S&D

A stylized, handwritten signature in black ink, featuring a large, circular initial followed by several loops.

Bruxelles, le 12 septembre 2012



www.twitter.com/TheProgressives



www.facebook.com/RelaunchingEurope



www.youtube.com/socsanddems



Groupe de l'alliance progressiste des
Socialistes & Démocrates
au Parlement européen

www.socialistsanddemocrats.eu